



HAL
open science

Terrains érudits, territoires savants

Ioana Popa, Joseph Morsel, Isabelle Backouche

► **To cite this version:**

Ioana Popa, Joseph Morsel, Isabelle Backouche. Terrains érudits, territoires savants. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2018, Terrains érudits, territoires savants, 110, pp.3-11. hal-02377782

HAL Id: hal-02377782

<https://hal.science/hal-02377782v1>

Submitted on 22 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Terrains érudits, territoires savants

Ioana Popa, Joseph Morsel et Isabelle Backouche

« Terrains érudits, territoires savants » renoue avec une attention et une sensibilité constantes que *Genèses* manifeste pour l'histoire sociale des disciplines et l'historicité des formes d'organisation des savoirs, ainsi que pour l'inscription des savants dans le monde social et ses effets sur les productions et les pratiques de ces derniers. *Genèses* s'y est déjà intéressée sous des angles à la fois convergents et complémentaires par des dossiers ou ensembles thématiques qu'elle a proposés, que cela soit en ciblant les processus de disqualification pratiqués dans le monde savant et les conditions sociales permettant des déplacements des frontières entre science légitime et science dépassée ou rejetée (n° 29, 1997) ; en examinant les relations, faites de croisements et de bifurcations, entre deux disciplines en particulier, la sociologie et l'anthropologie (n° 89, 2012) ; en interrogeant les rapports entre savants et nazisme et les formes d'expertise que les premiers ont fournies à ce régime (n° 21, 1995) ou encore, et bien plus largement, les ressorts des engagements des « Savants dans l'action » (n° 77, 2009) ; en abordant, enfin, « les archives de la recherche » en sciences sociales (n° 63, 2006) comme l'un des angles permettant d'éclairer notamment les conditions de production du travail scientifique.

À travers ce dossier, mais aussi d'autres rubriques figurant dans ce numéro, il s'agit de réfléchir à l'historicité de la construction des territoires à la fois intellectuels et institutionnels que les savants investissent, entendent légitimer et défendre, ainsi qu'à celle de leurs pratiques et des dispositifs et des conventions dont ils se servent. Par des coups de sonde, les trois contributions du dossier proprement dit prennent pour terrains d'investigation la sinologie française à la fin du XIX^e siècle, au prisme d'une controverse qui, au-delà de son apparent caractère anecdotique, révèle des tensions structurant alors ce domaine (Clément Fabre) ; l'archéologie au Maroc du XIX^e siècle à nos jours, à travers l'histoire sinueuse et parfois paradoxale du site de Sijilmâsa (Clémentine Gutron et François-Xavier Fauvelle) ; l'édition érudite des manuscrits médiévaux telle qu'elle pouvait être pratiquée à la fin du XIX^e siècle, à travers celle du registre de l'officialité de Cerisy, qui invite à une réflexion sur les modalités de mise à disposition des documents anciens et sur les effets de connaissance qu'elles produisent (Joseph Morsel).

[4]

Le terrain comme pratique professionnelle

Ces contributions ne prétendent pas offrir une histoire sociale à proprement parler de ces domaines ou mobiliser frontalement les acquis d'une sociologie des sciences – envisagée non pas sous le seul angle de la sociographie des scientifiques (évidemment utile, voire nécessaire en première approche), mais surtout sous celui de l'élucidation des contraintes propres à l'organisation sociale de la recherche et de ses dynamiques de renouvellement, tant à l'échelle de la société englobante que du monde académique ou de la micro-société qu'est un laboratoire (Fleck 2005 [1935] ; Kuhn 1970 [1955] ; Whitley 1984 ; Latour et Woolgar 1993 ; Lenoir 1997 ; Bourdieu 2007, entre autres). Si ce n'est pas non plus à une sociologie des dispositions scientifiques incorporées qu'ils se destinent prioritairement, une telle sensibilité est cependant clairement présente dans les articles qui composent ce dossier, qui soulèvent expressément la question de la professionnalisation de l'ethos du savant : celui de l'historien et du sinologue en France au début de la III^e République, celui de

l'archéologue au Maroc avant et après l'Indépendance, auxquels on peut tout aussi bien ajouter, dans le prolongement que propose le reste de ce numéro, le sociologue du début du xx^e siècle – tel Maurice Halbwachs dont Antonin Durand retrace le séjour de recherche à Berlin et à Vienne (rubrique Document) – ou encore le cas d'un jeune doctorant en sciences sociales dans le monde actuel, que Jan Verlin aborde de manière autoréflexive dans la rubrique Fenêtre, en examinant les contraintes matérielles et institutionnelles qui ont modelé son propre parcours intellectuel, sa professionnalisation et ses dispositions scientifiques.

L'attention portée ici à l'historicité des pratiques limite les tentations normatives et incite en premier lieu à considérer comme souple, poreuse et fluctuante la frontière entre ceux que l'on tient respectivement pour des professionnels et pour des amateurs de la « science », et donc entre les territoires sociaux et cognitifs que chacun d'entre eux investit. Au détour des analyses livrées notamment par Clément Fabre et par Clémentine Gutron et François-Xavier Fauvelle, on peut ainsi s'apercevoir du rôle crucial de figures dévalorisées *ex-post*, au titre de l'amateurisme justement – fonctionnaires coloniaux, missionnaires, militaires, interprètes, explorateurs, voyageurs, diplomates. Ces figures contribuent cependant à concurrencer, voire à éroder (dans le cas de la sinologie) des formes de légitimité et de compétence propres aux protagonistes des terrains de l'érudition et à renouveler les modes de construction des connaissances ainsi que le type de matériaux mobilisés. En même temps, ces « amateurs » préservent à ces terrains d'investigation, définis par des objets (langues « exotiques », ruines ou textes anciens) plutôt que par des méthodes, l'ouverture et l'indécision qui étaient les leurs avant qu'ils ne soient formalisés en disciplines. Joseph Morsel rappelle, quant à lui, la lente professionnalisation du travail d'historien (Carbonell 1976 ; Noiriel 1990) et l'hétérogénéité de ses pratiques initiales (nourries, écrit-il, d'un mélange « d'érudition régionaliste, [5] de catholicisme, de notabilité et d'entre-soi »), son déploiement dans des lieux sociaux autres que l'université – et notamment au sein des sociétés savantes – et son ancrage dans des milieux professionnels variés. Ce que l'on délimite à un moment pour un territoire savant est dès lors articulé à des configurations sociales et intellectuelles plus amples et composites.

Les articles de Clément Fabre et de Clémentine Gutron et François-Xavier Fauvelle contribuent ainsi à éclairer des contextes historiques où coexistent – tantôt sous tension, tantôt entrelacés – des formes de légitimité, des critères de validation et des modes d'investigation distincts. Ils fondent les productions savantes d'une anthropologie, d'une géographie, ou encore d'une sinologie et plus généralement d'un orientalisme de cabinet – qui reposent sur l'exégèse et la compilation de textes ainsi que sur des constructions théoriques. Mais ils étaient aussi des productions issues d'une approche renouvelée de construction des savoirs nourries, quant à elles, de la collecte proprement dite « sur le terrain » de documents, matériaux, données, et de l'acquisition directe de savoirs et de compétences, avant tout linguistiques. Instituer le contact direct avec la réalité que l'on entend étudier comme l'un des critères de professionnalisation et de scientificité, voire comme un préalable obligé dans la construction et la validation des connaissances, est un processus lent, s'étalant sur la fin du xix^e siècle et une longue partie du xx^e, comme le montrent divers travaux ayant permis d'esquisser une généalogie de la notion de « terrain » (Blanckaert 1996 ; Céfaï 2003 ; Kuklick 2011, entre autres). Compris à la fois comme lieu physique et comme une technique de recueil des données et d'enregistrement des faits, de plus en plus élaborée sur un plan méthodologique et déontologique, le « terrain » ne s'installe que progressivement en tant que pratique professionnelle. Les différentes branches de l'orientalisme, où la philologie occupe une place centrale, sont un des domaines

permettant d'observer cette lente articulation entre études de textes et enquêtes de terrain (Zimmerman 1976 ; Singaravélou 1999 ; Lardinois 2007, entre autres), conduisant parfois à des formes partielles et hybrides (telles que des travaux philologiques nourris du contact direct avec les milieux ou sociétés étudiés, voire d'expériences ethnographiques). Les « savoirs du lointain » (Mahé et Bendana 2004) et, plus généralement, les études sur les aires dites culturelles se construiront ainsi conjointement à partir d'une pluralité d'approches et de matériaux – études des textes, corpus, traités, récits de voyage, témoignages oraux, fouilles, photos, observation *in situ*. Des « terrains d'érudition » permettent ainsi l'ouverture de nouveaux territoires pour les sciences sociales. Il ne faut cependant pas concevoir ce mouvement de manière téléologique, ni le tenir pour forcément irréversible non plus. L'on peut ainsi se demander, à la lumière du témoignage que nous livre l'article de Jan Verlin, dans quelle mesure les institutions académiques contemporaines, les modes de financement et les critères de reconnaissance professionnelle actuels continuent encore d'encourager et de valoriser, par les contraintes qu'ils imposent et les dispositions [6] qu'ils inculquent, des recherches fondées sur un travail de terrain, les temporalités longues qui lui sont propres et la lente acquisition des compétences qu'il exige.

Disciplines dans leur temps

Le « territoire savant » renvoie par ailleurs à d'autres formes de différenciation et de délimitation que celles que l'on vient de suggérer jusqu'ici. Elles concernent des domaines de savoir portés par des groupes et des communautés réunis autour d'objets, de méthodes d'investigation, de règles et de conventions, d'instruments et de modalités de restitution des résultats qui sont *plus ou moins* – mais *suffisamment* – partagés pour qu'une certaine stabilisation cognitive et institutionnelle soit atteinte dans le cadre de ce qu'on appelle usuellement des « disciplines » (Favre 1983 ; 1989 ; Heilbron 1995 ; 2004 ; Lenoir 1997 ; Abbott 2001 ; Boutier, Passeron et Revel 2006 ; Singaravélou 2011). Réfléchir à ces processus d'émergence en mobilisant le terme de « territoire savant » et pas forcément, ou pas toujours, celui de « discipline » s'avère heuristique au regard des cas empiriques que les trois contributions du dossier nous livrent. Il permet de suggérer la (co)existence de domaines de savoir pouvant, par des phénomènes de clôture et d'institutionnalisation, se durcir (passagèrement) en prenant la consistance que l'on prête à des « disciplines », mais également, et tout aussi bien, se nicher et demeurer dans les interstices d'autres domaines dont le périmètre est déjà bien établi. Le travail d'historicisation des processus de construction disciplinaire permet justement d'éviter la réification des disciplines et une vision essentialiste qu'on en dégagerait : il rappelle que, comme tout territoire, celles-ci sont pourvues de frontières sujettes à des rapports de force, des incertitudes et des redéfinitions, ainsi que des divisions internes empêchant de les considérer comme monolithiques ou indivisibles.

Les communautés savantes qui investissent, animent et légitiment ces territoires sont, en l'occurrence, quantitativement faibles – les trois articles évoquent explicitement ou laissent transparaître cette exigüité. Elles ne sont pas moins en concurrence, voire en conflit – et Clément Fabre nous montre à quel point deux sinologies peuvent s'opposer par l'intermédiaire de publications destinées au grand public, allant jusqu'à pousser la confrontation dans l'arène judiciaire. Mais contrairement à l'histoire qui, à la même époque, se professionnalise par l'exclusion des « amateurs » ou simples « techniciens » (comme les archivistes), réduits au rang d'« auxiliaires », la sinologie professionnelle ne se construit pas à travers une telle élimination et finit par intégrer les deux branches concurrentes. On pourrait

considérer que l'écart entre les deux disciplines – histoire et sinologie – tient à des différences de légitimité sociale : l'histoire est alors la discipline reine, valide en soi et sans discussion (sauf chez Nietzsche...), tandis que la sinologie n'a pas d'autre légitimité sociale que son utilité pratique – que vient inéluctablement saper la division interne puisque chaque camp nie publiquement la pertinence et la rigueur [7] de la démarche intellectuelle de l'autre. C'est d'une certaine manière ce que montre aussi la difficile naissance d'une archéologie marocaine : faute de bénéficier ni de l'aura dont jouit l'histoire nationale en France, ni de l'utilité pratique que finit par s'y faire reconnaître l'enseignement des langues « orientales », l'archéologie postérieure à l'Indépendance manque durablement de moyens (matériels et humains) et peine ainsi à concrétiser son projet d'institutionnalisation.

La compétition, la tension entre types de pratiques et de compétences, entre modalités d'acquisition de ces dernières ainsi qu'entre des légitimités – partielles, et parfois réversibles – qui empruntent à des registres différents n'épuise cependant pas la gamme des rapports entre des communautés savantes. Celles-ci peuvent tout aussi bien occuper des territoires qui s'ignorent mutuellement – à ce titre, Joseph Morsel rappelle, en faisant également écho aux débats de l'*archival turn*, la situation fréquente (y compris aujourd'hui) des historiens qui ignorent le travail des archivistes ainsi que les conséquences des activités de ces derniers sur leur propre capacité à mener à bien leurs recherches et sur les (re)définitions de leurs objets.

Réfléchir à ces différents arrangements à partir de cas empiriques permet à ces contributions de mettre en valeur l'historicité des dispositifs qui sont mis en oeuvre, et appris précisément dans un cadre disciplinaire qui est lui-même en voie d'émergence et de stabilisation, ou qui traverse des situations critiques (au sens de situations de crise). C'est en partant de l'examen de ces situations que l'on tente ici de cerner notamment les effets de blocage liés aux évidences méthodologiques héritées d'une genèse technique et sociale de la recherche et de son institutionnalisation, et qui sont désormais oubliées. Le dépassement de ces freins implique en l'occurrence un retour réflexif sur la genèse non pas des objets d'étude eux-mêmes, mais des conditions historiques de formation des dispositions méthodologiques, scientifiques et académiques. Deux articles du dossier montrent ainsi comment l'intelligibilité d'artéfacts médiévaux (les ruines d'une ville marocaine et un registre normand détruit) a longtemps été bloquée sans qu'on en ait conscience, en raison des méthodes canonisées de traitement des objets – et pas seulement de la sociologie des chercheurs. Dans le cas étudié par Clémentine Gutron et François-Xavier Fauvelle, la ville de Sijilmâsa s'est longtemps dérobée aux archéologues, non par son absence (on savait où elle se trouvait et il aurait suffi de fouiller comme on le fait désormais pour pouvoir la saisir) mais parce qu'on recherchait (avec les moyens correspondants) une certaine idée de la ville. Dans le cas du registre de l'officialité de Cerisy, étudié par Joseph Morsel, l'objet a disparu et il n'en subsiste plus qu'une trace déformée (en raison de choix non explicites), l'édition – mais les historiens ont tous fait comme si celle-ci était un exact succédané du registre. Dans les deux cas, par conséquent, l'objet dont traitaient les archéologues ou historiens antérieurs était moins défini par ses propriétés historiques que par les croyances de ceux-là, elles-mêmes fondées sur des attentes devenues canoniques et donc non questionnées. On peut donc en déduire que les modalités d'organisation de la [8] science ont des effets suffisamment puissants pour fabriquer des objets artificiels (la ville-vignette de Sijilmâsa et une liste des crimes qu'aurait découverts l'official de Cerisy) qui détournent de l'observation des objets dont les traces sont pourtant disponibles.

Ces deux articles mettent en effet en évidence (tout en évoquant au sens propre, comme au sens figuré, le paradigme stratigraphique) l'épaisseur temporelle et les

sédimentations des objets étudiés eux-mêmes, ainsi que celles des pratiques, des savoir-faire, des dispositifs et des techniques d'investigation mobilisés à leur propos. Mais les articles font réciproquement apparaître aussi les effets qui se produisent lorsque l'on aplatit (volontairement ou non) ces temporalités distinctes. Clémentine Gutron et François-Xavier Fauvelle évoquent ainsi la matérialité archéologique de Sijilmâsa, résultat de destructions successives et de sédimentation des vestiges, ce qui, dans les manières de travailler sur le site, peut cependant conduire à placer sur un même plan temporel des objets qui, certes, se trouvent aujourd'hui sur un même plan stratigraphique mais ont des historicités différentes – et ainsi à créer du continu avec de l'hétérogénéité temporelle, parce que le modèle interprétatif à l'arrière-plan est celui d'une histoire urbaine européenne caractérisée par une succession sur place de strates urbaines empilées. Joseph Morsel rappelle quant à lui, à propos des enquêtes de Louis IX, la pratique consistant à éditer ensemble des moments distincts de confection documentaire, avec le risque d'écrasement de leurs temporalités respectives. Le cas du registre de l'officialité de Cerisy lui permet par ailleurs de montrer comment, à défaut d'historiciser des procédures mises en oeuvre pour éditer des documents, les historiens en arrivent à considérer des éditions réalisées dans des contextes méthodologiques et épistémologiques différents comme équivalentes, donc substituables les unes aux autres, en dépit des transformations – philologiques, structurelles, matérielles – subreptices qui les différencient. Des opérations considérées comme purement techniques, qui sous-tendent en l'occurrence l'édition des documents anciens, sont, dès lors, loin d'être neutres.

Savants en contexte(s)

Cette non-neutralité entraîne non seulement des effets de sens, voire des biais intellectuels, mais peut avoir aussi une portée politique. Il n'est ainsi pas politiquement et idéologiquement neutre, comme le montrent Clémentine Gutron et François-Xavier Fauvelle à propos de la recherche archéologique au Maroc, de chercher à exhumer dans les strates du passé des vestiges archéologiques romains plutôt que médiévaux, et inversement. Si le rôle des dispositifs coloniaux dans l'accès direct au terrain et dans la construction des savoirs a été maintes fois abordé, les deux auteurs montrent en l'occurrence que l'archéologie offre des ressources dans le processus de construction des identités nationales dans un pays ayant accédé à [9] l'indépendance. Ils pointent par ailleurs l'enjeu qui consiste à créer une archéologie nationale en se dotant de cadres institutionnels, de filières de formation et de savoir-faire organisationnels, de communautés professionnelles, de ressources financières et documentaires propres. Plus généralement, et que cela soit via l'archéologie, la sinologie et d'autres branches de l'orientalisme, les articles du dossier suggèrent que « l'intérêt national » peut se manifester à travers des domaines de savoir, lesquels sont en retour soutenus (institutionnellement, financièrement, etc.) y compris pour cette raison.

Savoirs et savants sont donc ici observés en contexte(s). Conquête et (dé)colonisation du Nord de l'Afrique entraînent en l'occurrence des inflexions de l'archéologie et de l'orientalisme, tandis que l'on voit la sinologie parisienne bouleversée par les changements de rapports de forces intervenus en Chine après 1839. Moins souvent évoquées quant à elles, les destructions de documents provoquées par des guerres (et entraînant en l'occurrence la disparition du registre de Cerisy) sont un facteur puissant qui surdétermine la capacité à mener (ou non) des recherches et qui modèle implicitement les contours et résultats de celles-ci. Non seulement les institutions de savoir, parfois supposées isolées et indépendantes du reste du monde social, y sont au contraire ré-encastrées – comme Clément Fabre

nous le rappelle ici, « la sinologie n'est pas une île » –, mais les contributions du dossier, et du numéro, nous laissent apercevoir la multiplicité des contextes sociaux dans lesquels les savants sont insérés (Chapoulie 2005 ; Topalov 2015) ainsi que les dispositifs institutionnels et financiers dont ils dépendent.

Ces dispositifs sont non seulement inscrits dans leur temps, mais se déclinent à l'échelle aussi bien nationale qu'internationale. Les frontières des territoires savants sont sociales et cognitives, mais également géographiques. La construction de cadres professionnels et de liens internationaux est rapidement évoquée ici à propos des rapports entre orientalismes français et allemand – l'étude de la nébuleuse internationale de l'orientalisme ayant déjà suscité l'intérêt des chercheurs (voir par exemple Bongard-Levin, Lardinois et Vigasin 2002) –, des coopérations archéologiques avec des institutions étrangères – fortement asymétriques dans un contexte post-colonial et de concurrences internationales –, mais aussi des voyages individuels d'études, tels que celui qui est documenté par Antonin Durand à propos de Maurice Halwachs à Berlin et à Vienne au début du xx^e siècle, séjour fait à la fois de découvertes et de confrontations intellectuelles avec des milieux scientifiques et disciplinaires étrangers.

C'est aussi précisément ce que montre l'article (en rubrique Fenêtre) de Jan Verlin à propos de sa propre carrière de chercheur *actuelle*, dont il fait apparaître les réorientations liées aux rapports de forces qui traversent le champ académique à la fois au niveau national (en France, en Allemagne) et au niveau européen. Le passage à une thèse de sociologie et anthropologie menée à Paris au lieu d'une thèse de science politique commencée à Berlin a résulté à la fois de décisions sociologiquement motivées (les modalités du financement des thèses en Allemagne, qui [10] produisent une dépendance forte des sujets vis-à-vis des instances de sélection et des doctorants vis-à-vis de leurs directeurs) et des efforts déployés pour surmonter sa double illégitimité du point de vue des dispositions disciplinaires parisiennes : illégitimité liée à sa méconnaissance initiale des enjeux et méthodes de la discipline dans laquelle il passe ; illégitimité liée à son passage d'une culture scientifique allemande à une culture scientifique française. Par conséquent, la précarité des jeunes chercheurs actuels, liée aux modalités de financement des thèses et aux exigences d'internationalisation des horizons (voire des objets), c'est-à-dire à la reconfiguration des exigences disciplinaires dès lors qu'on passe d'une échelle d'organisation académique à une autre, pourrait fonctionner comme une sorte de contrepoint aux trois autres articles. D'une part, la formation des corps de professionnels qu'ils décrivent a nécessairement impliqué, à ce moment-là, des effets de disciplinement (matériel et social) de leurs membres. D'autre part, la situation actuelle des jeunes chercheurs a elle aussi une historicité : ces derniers s'inscrivent dans un héritage, démultiplié par la circulation entre espaces nationaux académiques, et ils tentent d'ouvrir de nouvelles voies pour la recherche. Ce rôle de relais est cependant confronté à une internationalisation qui risque de devenir aujourd'hui davantage une norme imposée dans les curriculum vitae qu'une émanation d'affinités scientifiques patiemment construites par-delà les frontières. Enfin, la lecture de tous ces articles nous rappelle qu'il n'y a pas d'objectivation scientifique possible sans historicisation du terrain – ce qui ne veut évidemment pas dire que la seule historicisation vaut objectivation.

Ouvrages cités

ABBOTT, Andrew. 2001. *The Chaos of Disciplines*. Chicago, University of Chicago Press.

- BLANCKAERT, Claude. 1996. *Le terrain des sciences sociales. Instructions et enquêtes (XVIII^e-XX^e siècles)*. Paris, L'Harmattan.
- BONGARD-LEVIN, Gregorij, Roland LARDINOIS et Aleksej VIGASIN (dir.). 2002. *Correspondances orientalistes entre Paris et Saint-Pétersbourg 1887-1935*. Paris, De Boccard (Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, t. XXVI).
- BOURDIEU, Pierre. 2007. *Science de la science et réflexivité. Cours du Collège de France 2000-2001*. Paris, Raisons d'agir.
- BOUTIER, Jean, Jean-Claude PASSERON et Jacques REVEL (dir.). 2006. *Qu'est-ce qu'une discipline ?*. Paris, Éd. de l'EHESS.
- CARBONELL, Charles O. 1976. *Histoire et historiens, une mutation idéologique des historiens français, 1865-1885*. Toulouse, Privat.
- CÉFAÏ, Daniel. 2003. *L'enquête de terrain*. Paris, La Découverte.
- [11]**
- CHAPOULIE, Jean-Michel. 2005. « Un cadre d'analyse pour l'histoire des sciences sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 13 : 99-126.
- FAVRE, Pierre. 1983. « La constitution d'une science du politique, le déplacement de ses objets, et l'«irruption de l'histoire réelle» », *Revue française de science politique*, n° 33-2 : 181-219.
- 1989. *Naissances de la science politique en France, 1870-1914*. Paris, Fayard.
- FLECK, Ludwik. 2005 [1935]. *Genèse et développement d'un fait scientifique*, trad. de l'allemand par Nathalie Jas. Paris, Les belles lettres.
- HEILBRON, Johan. 1995. *The Rise of Social Theory*. Oxford, Polity Press.
- 2004. « A Regime of Disciplines : Toward a Historical Sociology of Disciplinary Knowledge », in Charles CAMIC et Hans JOAS (dir.), *The Dialogical Turn : New Roles for Sociology in Postdisciplinary Age*. Lanham, Rowman & Littlefield Publishers : 23-42.
- KUHN, Thomas S. 1970 [1955]. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris, Flammarion.
- KUKLICK, Henrika. 2011. « Personal Equations. Reflections on the History of Fieldwork, with Special Reference to Sociocultural Anthropology », *Isis*, n° 102 : 1-33.
- LARDINOIS, Roland. 2007. *L'invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science*. Paris, CNRS Éditions.
- LATOUR, Bruno et Steve WOOLGAR. 1993. *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*. Paris, La Découverte.
- LENOIR, Timothy. 1997. *Instituting Science. The Cultural Production of Scientific Disciplines*. Stanford, Stanford University Press.
- MAHÉ, Alain et Kmar BENDANA. 2004. *Savoirs du lointain et sciences sociales*. Paris, Bouchène.
- NOIRIEL, Gérard. 1990. « Naissance du métier d'historien », *Genèses*, n° 1 : 58-85.
- SINGARAVÉLOU, Pierre. 1999. *L'École française d'Extrême-Orient (1898-1956) ou l'institution des marges. Essai d'histoire sociale et politique de la science coloniale*. Paris, L'Harmattan.
- 2011. *Professer l'Empire. Les « Sciences coloniales » en France sous la III^e République*. Paris, Publications de la Sorbonne.
- TOPALOV, Christian. 2015. *Histoires d'enquêtes. Londres, Paris, Chicago (1880-1930)*. Paris, Classiques Garnier.
- WHITLEY, Robert. 1984. *The Intellectual and the Social Organization of the Science*. New York, Clarendon Press.

ZIMMERMANN, Francis. 1976. « De la lecture des textes classiques à l'enquête de terrain », in *Le mal de voir : ethnologie et orientalisme, politique et épistémologie, critique et autocritique*. Paris, Union générale d'éditions : 198-207.